MOYEN-ORIENT

La France rejoint les États-Unis et entre en guerre en Irak

Des Rafales français ont lancé leurs premières frappes dans le nord de l'Irak quelques heures seulement après l'annonce par Hollande de l'engagement officiel de la France en Irak. Pas question de déployer les forces terrestres et pas question d'aller frapper les terroristes de Daech en Syrie, a annoncé jeudi le président français. Hollande pourra-t-il rester longtemps sur cette trajectoire ? La Syrie ne constituera-t-elle pas la cible ultime de cette expédition ? Elle l'est en tout cas pour les Etats-Unis.

Le projet français d'intervention militaire en Libye qui a amené des émissaires de haut rang dans beaucoup de pays, dont le nôtre, à déployer des trésors d'arguments pour tenter de convaincre de la nécessité d'intervenir militairement a été très vite abandonné (peut-être différé) pour laisser place à un front, celui de l'Irak dans lequel Hollande a décidé d'intervenir.

Pour l'instant et peut-être pour longtemps, la France, face à la détermination des gouvernements de la région et notamment de l'Algérie qui a refusé et même menacé de toute intervention militaire, les autorités françaises ont abandonné leur projet de frappes en Libye, et dirigent maintenant plus loin leurs armes. «J'ai décidé, a annoncé, jeudi, François Hollande de répondre à la demande des autorités irakiennes de leur accorder un soutien aérien… nous n'irons pas au-delà, il n'y aura pas de troupes au sol.»

François Hollande a peut-être répondu à une demande des autorités libyennes, mais il a surtout répondu à un appel, celui de Barack Obama dont les frappes aériennes sur le territoire irakien ont démarré depuis le 8 août dernier en renfort des troupes irakiennes et kurdes. Son appel à une coalition, la plus large possible, a été entendu par notamment les monarchies du Golfe et les frappes françaises de vendredi matin, par exemple, ont été lancées à partir de la base de commandement américain au Qatar. Quant aux missions de reconnaissance dans le ciel irakien , entamées lundi dernier, elles l'ont été depuis la base aérienne d'Al-Dhafra dont la France dispose depuis 2009 à 30 km au sud-ouest d'Abou Dhabi, la capitale des Emirats arabes unis. Quel rôle pour la France dans un dispositif conçu et coordonné par les Etats-Unis ? Il est clair que l'armée française ne fera que suivre, exécuter les décisions du commandement américain. Déjà, la liste des cibles à frapper en Irak, qui a fait l'objet, il y a plus d'une semaine, de rencontres secrètes d'officiers français avec leurs homologues américains, a été fixée par ces derniers, et seulement par eux, maîtres à bord dans cette expédition.

«La France, qui est l'un de nos alliés les plus anciens et les plus proches, est un partenaire solide dans nos efforts contre le terrorisme», a déclaré M. Obama dès la décision française annoncée publiquement. Dans la même déclaration, le président américain a salué le vote du Congrès américain qui a adopté un plan de soutien aux rebelles syriens afin de les aider à combattre les djihadistes de l'EI (l'organisation terroriste qui se fait appeler Etat islamique ou Daech, en sigle arabe). Tout le problème est justement là. En bout de piste, le combat contre les djihadistes de l'EI se confond et s'imbrique fortement et se veut atteindre l'objectif final d'abattre Bachar el Assad par les rebelles syriens présentés par les Etats-Unis comme des islamistes modérés. Il en a été ainsi aussi des autorités françaises qui ont très fortement aidé ces rebelles «modérés» jusqu'à ce que ces derniers se fondent en groupes disparates et dont beaucoup nagent aujourd'hui dans les eaux sanguinaires et troubles de Daech. Toute la question est de savoir aujourd'hui comment fera l'armée engagée dans ce terrain depuis jeudi, pour combattre les djihadistes de l'EI lorsqu'ils se déploieront jusqu'en Syrie ? Rien ne dit qu'elle ne suivra pas, sans qu'elle en fasse grand bruit, la volonté américaine d'ores et déjà affichée, de profiter de l'intervention en Irak pour donner un coup fatal à la Syrie. Et lorsque les Américains et leurs alliés, notamment français, auront asséné un coup aux deux pays (Irak – Syrie) dans quel état laisseront-ils les populations de ces deux nations et quel avenir sont-ils en train de leur préparer : celui des lendemains de l'assassinat de Kadhafi?

Khedidja Baba Ahmed

LIBAN

Deux soldats libanais tués dans une attaque près d'Aarsal

Deux soldats libanais ont été tués et trois autres blessés vendredi dans une attaque visant leur patrouille près d'Aarsal, une localité frontalière avec la Syrie, a indiqué une source militaire.

Un officier de l'armée libanaise a confirmé la mort de deux soldats aux abords d'Aarsal, lorsque leur véhicule a été ciblé probablement par une roquette antichar, qui a blessé également trois autres soldats.

Des résidents cités par l'AFP ont affirmé que l'explosion s'était produite à la périphérie d'Aarsal dans un lieu nommé Wadi Hmeid et qu'un avion de surveillance libanais avait survolé le secteur après la déflagration.

Au moins 20 soldats ont été tués dans les combats déclenchés le 2 août à Aarsal par des insurgés infiltrés de Syrie, qui ont enlevé une trentaine d'autres. Depuis, une trentaine de soldats et de policiers sont retenus en otage.

La décapitation d'un de ces otages, un soldat libanais enlevé à Aarsal, avait provoqué des actes de violence contre des réfugiés et ouvriers syriens.

Cette ville, qui comptait 40 000 habitants avant le début du conflit en Syrie, en abrite aujourd'hui 100 000 avec l'arrivée massive de réfugiés syriens fuyant l'insécurité de l'autre côté de la frontière.

La Turquie contrainte d'ouvrir sa frontière aux Kurdes syriens fuyant l'EI

La Turquie a été contrainte vendredi d'ouvrir sa frontière pour accueillir quelques milliers de Kurdes de Syrie poussés à l'exode par les violents combats qui opposent les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) aux combattants kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Le gouvernement turc, qui a déjà accueilli près d'un million et demi de réfugiés syriens depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, a tenté vainement de bloquer les quelque 5 000 personnes qui se pressaient depuis la veille aux portes de sa localité de Dikmetas, avant de se résoudre à ouvrir ses portes.

«Nous avons ouvert notre frontière. Nous allons évidemment porter assistance à ces gens», a annoncé le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu à la presse en marge d'une visite officielle à Bakou (Azerbaïdjan).

«Nous allons aider tous les déplacés avec tous nos moyens mais notre objectif principal est de les aider, si possible, dans les limites des frontières syriennes», a-t-il ajouté. Sitôt la décision annoncée, des cohortes de femmes, d'enfants et de personnes âgées chargées de quelques effets personnels ramassés à la hâte ont pu franchir, soulagées, le rideau de barbelés qui séparent les deux pays, sous l'oeil des forces de sécurité turques et des caméras de télévision. «Que Dieu bénisse la Turquie», s'est exclamé une femme en pleurs interrogée par la chaîne de télévision Haber-Türk, «j'ai réussi à sauver mes deux enfants». Le gouverneur de la province de Sanliurfa, Izzetin Küçük, a immédiatement insisté sur le caractère «exceptionnel» de cette mesure. «Nous avons en effet décidé d'accueillir ces Syriens par obligation car ils étaient coincés sur un terrain très limité et menacés par les combats», a-t-il dit. «L'EI s'est approché à 7 ou 8 km de notre frontière, menaçant la vie de quelque 4 000 personnes qui se trouvaient dans le secteur», a lui aussi justifié le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus, qui a évoqué le risque d'un exode de 100 000 personnes si la localité de Aïn al-Arab (Kobané en langue kurde) venait à tomber aux mains des jihadistes.

Des bruits d'armes à feu et des explosions d'obus étaient audibles depuis la localité turque de Dikmetas, ont rapporté les médias. M. Kurtulmus a également assuré que la Turquie était prête à se défendre en cas de menace directe de l'EI. «Toutes les mesures ont été prises», a-t-il dit. Les déplacés kurdes ont commencé jeudi à quitter le secteur d'Aïn al-Arab, encerclée par les combattants de l'EI qui se sont emparés de plus d'une vingtaine de villages des alentours, selon une ONG syrienne.

Une déplacée a affirmé sur la chaîne Haber-Türk que les jihadistes avaient tué de nombreuses personnes dans les villages qu'ils ont conquis et évoqué des viols.

La décision initiale d'Ankara de ne pas accueillir ce nouvel exode syrien a suscité l'ire des populations kurdes de Turquie.

Dans la matinée, les forces de sécurité turques ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau sur le territoire turc pour disperser une centaine de manifestants qui protestaient contre la fermeture de la frontière. En vertu de sa politique de «porte ouverte», la Turquie accueille aujourd'hui près d'un million et demi de réfugiés syriens qui ont fui les combats qui opposent depuis 2011 les rebelles aux troupes du président Bachar al-Assad.

Les capacités d'accueil des camps dressés le long de la frontière ont été dépassées depuis très longtemps et plus d'un million d'entre eux vivent dans les villes du pays, souvent dans la rue, provoquant des incidents de plus en plus fréquents avec la population locale.

Membre de l'Otan, la Turquie refuse de participer à toute opération militaire contre l'EI dans le cadre de la coalition mobilisée autour des Etats-Unis, par crainte de mettre en danger la vie de 49 de ses ressortissants retenus en otage par le groupe radical.

ESPAGNE

Malgré le non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap

Les indépendantistes catalans, au lendemain du non de l'Ecosse, se disaient vendredi déterminés à poursuivre leur chemin vers un référendum le 9 novembre, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, «très heureux» du vote écossais.

«Le processus catalan se sent renforcé parce que nous voyons comment un pays de l'Union européenne a pu trouver un accord pour permettre ce vote», a lancé le président catalan, Artur Mas. «Ce que nous avons vu en Ecosse et au Royaume-Uni, c'est le bon chemin», a-t-il ajouté.

Alors que l'Europe avait les yeux rivés sur l'Ecosse, la Catalogne, aux premières loges, lançait une nouvelle étape vers le référendum que les indépendantistes veulent organiser sur le maintien ou non au sein de l'Espagne : le Parlement régional devait voter, dans la journée, une loi autorisant cette consultation.

La réponse de Madrid, opposé au vote et conforté par le verdict des urnes en Ecosse, était attendue par le biais d'un recours devant le Tribunal constitutionnel. «Nous sommes très heureux que l'Ecosse reste avec nous», a réagi vendredi le chef du gouvernement conservateur espagnol, Mariano Rajoy, se félicitant que les électeurs «aient fait le choix entre la ségrégation et l'intégration».

Dans le bourg catalan d'Arenys de Munt, tous se souvenaient de ce vote symbolique, organisé en 2009, pour l'indépendance de la région. «Il y a cinq ans, on nous disait que nous ne pouvions pas voter. Finalement, nous l'avons fait et ça a été formidable», racontait Maria Angels Gros, 39 ans, la présidente du centre culturel qui avait accueilli ce scrutin. «J'espère que nous pourrons vivre à nouveau cela le 9 novembre». Dépités, les habitants d'Arenys écoutaient pourtant avec envie les nouvelles d'Ecosse, retransmises en direct, dans le bar Infinit, par la télévision catalane. «L'important n'était pas tellement qu'ils disent oui ou non. Il est certain que nous espérions les retombées d'un oui pour la Catalogne», remarque Josep Maria Garrell, un pâtissier de 55 ans. «Mais l'important est qu'eux, ils ont pu voter, et pas nous», ajoute-t-il, avant d'avertir : «S'ils interdisent le référendum, ils feront naître des milliers d'indépendantistes de plus».

A 40 kilomètres au nord de Barcelone, ce bourg de 8 000 habitants, niché entre mer et montagne, avait été le premier, le 13 septembre 2009, à organiser un référendum sur l'indépendance catalane. Le oui, massif, avait provoqué un effet domino et en deux ans, 554 municipalités avaient organisé leur propre scrutin. Cinq ans plus tard, Arenys vient de fêter cette date symbolique, sa place principale pavoisée du drapeau indépendantiste. «Pour beaucoup de gens, ces consultations ont mis sur la table la question de l'indépendance. Mais le 9 novembre ne doit pas être un Arenys de Munt bis. Les choses doivent se faire dans la légalité», remarque le maire, Joan Rabasseda, du parti indépendantiste de gauche ERC.

Depuis, les aspirations à l'indépendance n'ont cessé de croître en Catalogne, privée en 2010, sur décision de la justice espagnole, d'une partie de son statut d'autonomie élargie. Dans cette région puissante du nord-est de l'Espagne, le ressentiment envers Madrid s'est nourri aussi de la crise économique, la Catalogne accusant Madrid de répartir inégalement les richesses.

Face à la poussée indépendantiste, le gouvernement de Mariano Rajoy reste de marbre. A l'inverse de Londres face à l'Ecosse, il se dit déterminé à empêcher le référendum promis par Artur Mas, un conservateur allié aux indépendantistes d'ERC.

Après avoir promis qu'il n'agirait que dans la légalité, Artur Mas pourrait très bientôt se retrouver dans une impasse, le Tribunal constitutionnel se préparant à déclarer son projet contraire à la Constitution. Alors qu'un oui de l'Ecosse aurait pu, selon lui, enclencher au sein de l'Union européenne un processus favorable à l'indépendance d'autres régions, le non porte un coup sévère à son projet. «J'aurais aimé que le oui l'emporte pour que s'ouvre le débat au niveau européen. Mais ce débat, nous espérons qu'il s'ouvrira en Catalogne», confie le maire d'Arenys. «Si nous avions eu un David Cameron au lieu d'un Mariano Rajoy...», soupire-t-il. «Cameron a autorisé le vote, offert des contreparties, tenté de séduire. Ici, ils ne font que nous étouffer.»